



iram

LE CREDIT RURAL DE GUINEE

Du projet à l'institution,
une construction sociale progressive



Sous la direction de
Bakari Koulibaly et Dominique Gentil

ÉDITIONS Charles Léopold Mayer

 Editions Ganndal

AVANT-PROPOS

Même si la problématique du crédit agricole ou du crédit rural est ancienne dans les pays du Sud, la vogue de la microfinance s'est fortement développée depuis la fin des années 1980. Celle-ci est d'abord partie du constat que l'immense partie de la population, parfois 90 % dans les pays africains au sud du Sahara, est exclue des systèmes bancaires officiels. Certes elle a recours à un secteur endogène, "informel", très vivant, très diversifié, très adapté aux conditions socio-économiques locales, avec ses tontines, ses banquiers ambulants, ses gardes monnaie, ses caisses de solidarité, ses clubs d'investisseurs ... et aussi ses usuriers. Mais les services financiers offerts ont des moyens souvent limités, comportent de nombreux risques et sont souvent fort coûteux (avec des prêts à 10 ou 20 % d'intérêt mensuel).

LA MICROFINANCE, UNE INNOVATION GLOBALE

Fournir des services de qualité, c'est-à-dire du crédit mais aussi de l'épargne et partiellement de l'assurance est donc apparu rapidement comme un levier essentiel du "développement".

Après un certain nombre de tâtonnements ou d'échecs dans de nombreux pays (notamment les banques étatiques, ou les lignes de crédit à l'intérieur de projet de développement intégré), plusieurs formules ont connu des résultats prometteurs, notamment les Coopératives d'Epargne et Crédit, les systèmes dits de caution solidaire, inspirés du modèle Grameen Bank créé au Bangladesh par le professeur Yunus, des institutions financières spécialisées pour les microentrepreneurs en milieu urbain et de nombreux modèles intermédiaires (banques communautaires, caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées, ...)

Entre les banques et le secteur endogène "informel" s'est donc créé un secteur financier intermédiaire qui s'adresse soit à tous les exclus du système bancaire soit à une partie plus réduite, les populations "pauvres" (avec les diverses controverses sur la définition de la pauvreté). Outre cette définition

par la clientèle ou le public visé, la microfinance se caractérise par des montants faibles d'opérations (de 30 à 1.000 dollars de crédit¹), pour une population souvent dispersée, ne disposant pas en général de garanties matérielles. D'où la difficulté, avec de faibles produits financiers, des charges élevées et des risques non négligeables, d'arriver à l'équilibre financier.

C'est cependant le défi que se sont lancés les responsables de la microfinance : les besoins financiers de la population étant structurels, permanents, il faut donc arriver à créer des institutions financières pérennes, d'un type nouveau, pour répondre à cette demande. Ceci devient le nouveau paradigme de ces dernières années, fortement encouragé par les bailleurs de fonds, qui commencent à se lasser de continuer à soutenir la microfinance.

Mais les efforts consentis ne peuvent se comprendre qu'en référence aux effets de la microfinance. Les études d'impact qui se multiplient montrent dans la majorité des cas des résultats très positifs au niveau économique : augmentation de la production agricole par extension des surfaces quand le foncier n'est pas saturé ou par intensification, développement de l'élevage, de l'embouche (ovin, caprin, bovin, porc), transformations multiples de produits (céréales, huiles, boissons), amélioration des réseaux commerciaux avec effets d'entraînement sur la production et meilleure répartition de la valeur ajoutée, effets sur les autres services, l'artisanat, la construction...

Au niveau familial, les études montrent bien l'amélioration des conditions de vie (nourriture, santé, éducation, habitat, habillement) et le début de processus d'accumulation. Plusieurs analyses montrent aussi l'évolution des rapports de genre grâce à la microfinance, l'implication des jeunes lettrés dans la gestion des caisses, les modifications de rapports de pouvoir, l'établissement de nouvelles normes sociales, en général par métissage avec les anciennes.

¹ Avec les évolutions récentes et surtout en milieu urbain, les plafonds de crédit peuvent être plus élevés, de l'ordre de 5.000 dollars.

A travers la microfinance, on voit donc vivre et se transformer une société, sur ses aspects économiques mais aussi sociaux et politiques. Comme le rappelle souvent Yunus "la microfinance élargit le champ des possibles".

LA MICROFINANCE MEDIATISEE MAIS MAL CONNUE ?

La microfinance est apparemment bien connue dans le milieu du développement. Un élément du succès du modèle Grameen Bank, outre qu'il a été créé par un professeur charismatique de l'université de Chittagong, est qu'il a su se présenter comme une source d'inspiration pour le Sud et pour le Nord. On assiste donc à un transfert Sud-Sud et Sud-Nord, et Yunus a su convaincre que les principes de son modèle pouvaient s'appliquer dans le Tiers Monde mais aussi dans l'Etat de l'Arkansas, dans les quartiers Noirs de Chicago, en France (expérience de l'ADIE), ou dans le Nord de l'Europe. Un grand moment de cette médiatisation fut le sommet du micro crédit à Washington, avec la présence d'Hillary Clinton et de Yunus, en Février 1997. Un plan d'action ambitieux a été lancé devant permettre d'atteindre 100 Millions de bénéficiaires de la microfinance en 2005.

Au-delà de la médiatisation, la microfinance fait l'objet de très nombreuses publications et les sites internet et les forums de discussion se multiplient. La littérature sur le sujet devient surabondante (surtout anglo-saxonne) et il devient difficile de trier ce qui est pertinent et relativement nouveau.

Il faudrait avoir le temps de faire l'analyse critique de cette littérature et les quelques constats suivants devraient être nuancés :

- Elle est souvent redondante, se basant toujours sur les mêmes principes généraux.
- Elle se veut opérationnelle, c'est à dire, essayant de tirer de quelques expériences bien connues et peu nombreuses (souvent une vingtaine toujours citées), "les meilleures pratiques" (the best practices), souvent générales et un peu abstraites et mal reliées aux contextes socioéconomiques spécifiques.

- Elle est donc très technique (sur le calcul des taux d'impayés, sur l'établissement de ratios financiers, sur les modalités d'audit, sur la méthodologie des études d'impact, etc.).
- Elle est souvent spécialisée par thèmes (les techniques financières, la gouvernance, les études d'impact, etc.) mais ceux-ci ne sont pas toujours reliés entre eux.
- Elle prend peu en compte les expériences africaines.

Cette littérature est intéressante, souvent indispensable. Elle a aussi la possibilité de s'appuyer sur une bonne combinaison, notamment aux Etats Unis, de la recherche et de la formation de certaines universités spécialisées et du soutien financier de l'US-AID, des ONG et des fondations, pour les études, les débats, les capitalisations.

Mais elle reste, dans la plupart des cas, une littérature centrée sur la diffusion d'un modèle et de recommandations pratiques, rédigées le plus souvent par des chercheurs et praticiens du Nord. Elle a des difficultés à prendre en compte la diversité des situations et les rapports complexes qui s'établissent entre les aspects techniques, socioéconomiques et politiques.

REVENIR A DES ANALYSES CONCRETES

Ce livre trouve ainsi sa source dans les insatisfactions face à l'information actuelle sur la microfinance et dans la conviction qu'il faut pour progresser revenir au concret et élargir le cadre de référence géographique des expériences.

Ce retour au concret oblige à prendre en compte la diversité des situations. Mais aussi d'essayer de la rendre intelligible, c'est à dire d'identifier dans chaque cas les principaux facteurs explicatifs : le poids de l'histoire et les causes des évolutions, l'importance respective des facteurs internes et externes, l'imbrication du financier, du socio économique et du politique, les interactions entre les différents niveaux (micro, meso et macro), les types de conflit et leurs modes de résolution, le jeu des acteurs concernés et parfois le rôle prééminent de certaines personnalités.

Comme le notait J. Stiglitz, ancien vice-président de la Banque Mondiale, dans un autre contexte : " *On s'est aperçu que les questions qui sont au cœur des dynamiques de développement vont au-delà de ces problèmes macro-économiques (l'équilibre budgétaire) et qu'elles touchent plus aux aspects de qualité de l'organisation institutionnelle, à l'équité, aux droits de propriété, etc. La façon dont ces principes généraux sont mis en œuvre concrètement varie d'un pays à l'autre. Si l'on veut être à même de conseiller les pays sur la manière d'avancer dans ces domaines, il est bon d'étudier de près un grand nombre de cas différents*"¹.

La compréhension de cette diversité passe par l'analyse comparative, qui permet de dépasser la spécificité de chaque cas et conduit à faire ressortir les facteurs essentiels et leurs combinaisons dans une situation donnée. Au stade actuel, il faut sans doute commencer modestement, en procédant à la comparaison d'un nombre, au départ limité, de cas concrets. Ceci est probablement suffisant pour mettre en lumière la complexité, les points communs et les points spécifiques et dégager, à partir de typologies de situations, des orientations opérationnelles beaucoup plus adaptées à la diversité des cas. Des costumes sur mesure ou de tailles différentes et non un modèle unique forcément inadapté...

Il reste à espérer que cette approche incitera les différents réseaux de microfinance à se lancer dans l'aventure. Car il ne faut pas sous estimer les difficultés de la démarche. Pour réaliser ces études de cas d'une manière un peu rigoureuse, il est toujours souhaitable de confronter des points de vue d'acteurs multiples et de ne pas se contenter, selon la pratique courante, de laisser seuls les "experts" étrangers parler ou écrire à la place des autres.

Mais ceci n'est pas facile : les associés ou les clients ne s'expriment pas directement mais ils peuvent être entendus à partir d'enquêtes systématiques ; les cadres nationaux sont peu incités à prendre la plume et ont souvent une réelle difficulté vis à vis d'une écriture distanciée, différente de celle des rapports, les praticiens étrangers sont souvent suroccupés et manquent de

¹ Entretien avec *Alternatives Economiques*, n° 174, Octobre 1999.

recul ; les chercheurs et les universitaires sont peu intéressés pour le moment par la microfinance et il existe malheureusement, dans le champ francophone, un véritable cloisonnement entre chercheurs, universitaires, praticiens et bailleurs de fonds¹.

Ce livre s'efforce donc d'initier une démarche : montrer qu'il est possible de rompre le cloisonnement et de rendre compte d'une expérience concrète, située localement, mais aussi rattachée à une problématique générale, avec des enjeux, des constats et des enseignements qui dépassent largement le cas considéré.

UNE ECRITURE COLLECTIVE, GUINEO-FRANÇAISE

Le cas du Crédit Rural de Guinée a paru un bon support pour commencer cette démarche. L'étude de faisabilité date de 1987, une époque où le modèle Grameen Bank est encore très peu connu dans les milieux français. La Guinée va donc être un des rares pays (avec le Burkina) où l'aide française va convaincre les autorités de l'intérêt de tester ce modèle asiatique dans un contexte africain apparemment fort différent.

Démarré en 1989, le projet a donc une profondeur historique qui permet d'analyser les méthodes d'expérimentation et d'adaptation du modèle, les causes des extensions et des crises, l'espoir d'une nouvelle dynamique. Cette "longue histoire" fait l'objet de la première partie.

La deuxième partie présente les caractéristiques du réseau : la nécessité de l'adaptation des produits financiers aux besoins d'associés appartenant à des couches sociales diverses, la vie concrète d'une caisse avec "la gestion en commun" des élus et des techniciens, d'une délégation régionale et de l'ensemble du réseau avec le difficile équilibre entre centralisation et décentralisation. Elle montre la nécessité d'une formation des associés et des cadres adaptée aux évolutions du réseau, l'atteinte si difficile de l'équilibre financier et la longue lutte pour arriver à une institutionnalisation,

¹ Gentil D., 2000 : Rompre le cloisonnement, in *Techniques financières et Développement*, n° 59/60.

spécifique au contexte guinéen, au poids de l'Etat et aux relations établies depuis une dizaine d'années entre élus et techniciens.

La troisième partie essaie de montrer les impacts du Crédit rural à partir de la synthèse de nombreuses études socioéconomiques réalisées par des cadres en formation ou des stagiaires venus de l'extérieur. Un dernier chapitre donne un éclairage anthropologique à partir d'une étude récente, réalisée pendant une année, par une équipe guinéenne sur quatre caisses sur les enjeux de la rencontre entre innovation extérieure et réalités locales.

Le matériau était abondant, entre les multiples rapports, statistiques, comptes rendus de réunions, études mais surtout dans les mémoires des cadres et des associés. Le parti pris a été de faire une œuvre collective, qui a associé tous les cadres volontaires du Crédit rural et les expatriés impliqués. Discussion sur les plans, répartition du travail, rédaction de premiers jets, atelier d'écriture avec amélioration des textes par lecture croisée, polissage, finissage, harmonisation ... En gros deux ans de travail, à arracher au travail quotidien des uns et des autres¹. A la fin, dix auteurs, six guinéens et quatre français de l'IRAM, mais en réalité bien davantage, avec tous ceux qui ont bien voulu être interrogés ou relire les versions successives².

En définitive, un ouvrage collectif qui n'est pas la juxtaposition de contributions personnelles, mais une réflexion collective à partir d'une histoire partagée depuis plus de dix ans.

¹ L'essentiel des chapitres a été rédigé en 1999 et 2000, sauf le chapitre 12 (avril 2002).

² Les auteurs remercient en particulier Mamadou Diallo (CRG), Annette Corrèze, Gilles Goldstein et Solène Morvant (IRAM), ainsi que Cécile Lapenu (CERISE) pour leur relecture attentive.

Depuis le succès de la Grameen Bank dans les années 80, la microfinance est devenue un thème central des politiques de coopération et d'aide au développement. L'expérience du Crédit Rural de Guinée, recoupe bien l'histoire de la microfinance en Afrique de l'Ouest. Elle montre comment cette innovation, qui répond à une demande sociale très forte, correspond à un dosage subtil entre utilisation des formes anciennes, transfert de modèles, adaptation et créativité tant techniques que sociales. Mais le livre s'intéresse également au défi de la pérennité d'un réseau de crédit rural et à son impact sur le développement.

Ce livre est enfin le fruit de deux paris : rendre compte, au-delà du rappel des « meilleures pratiques », de la diversité des situations concrètes et de la nécessité de s'y adapter et, dans le respect d'une relation de partenariat équilibré, rédiger collectivement un bilan collectif, mais respectueux des sensibilités de chacun. Alors que la microfinance traverse crises et remises en cause, cet ouvrage souhaite contribuer à une approche plus réaliste, mais engagée, des différents partenaires.



Crédit Rural de Guinée, BP 3790 - Conakry,
République de Guinée (crg@mirinet.net.gn)

iram

Institut de Recherches et d'Application des Méthodes
de Développement (IRAM)
49, rue de la Glacière, 75013 Paris - France
(www.iram-fr.org)